



Chers parents,

Le 22 mai sera une nouvelle journée de grève et d'action dans la fonction publique à l'initiative des 9 fédérations syndicales de fonctionnaires, CFTC, CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, UNSA, CFDT et Solidaires, qui appellent tou.te.s les agent.e.s des trois versants de la Fonction publique à se faire entendre.

Après avoir confirmé le retour du jour de carence, maintenu le gel des salaires, renoncé à augmenter le pouvoir d'achat par le biais de la CSG (comme c'est le cas dans le privé), le gouvernement confirme de nouvelles mesures inquiétantes pour les services publics et les fonctionnaires : un plan de départs volontaires, la confirmation de la suppression de 120 000 postes de Fonctionnaires sur le quinquennat, l'assouplissement du statut de fonctionnaires, ou encore une rémunération individualisée.

Dans les administrations de l'État, dans les hôpitaux publics et dans les collectivités territoriales, on ne compte plus les services fonctionnant dans des conditions dramatiques, sans les moyens nécessaires – qu'ils soient humains ou budgétaires – et dans lesquels les conditions de travail sont détériorées comme jamais.

Dans l'Éducation Nationale, les créations de postes pour 2018 ne sont pas à la hauteur des besoins. Alors qu'il y a une baisse démographique et que cela aurait été l'occasion d'abaisser les effectifs, mesure qui a une efficacité sur la réussite des élèves, cela ne sera pas possible. La priorité sur les dédoublements des classes en éducation prioritaire, parce que les moyens nécessaires n'ont pas été prévus, se fait au détriment de tous les autres besoins et des effectifs des autres classes.

Il ne sera donc pas possible à la prochaine rentrée de poursuivre la création de postes de maîtres supplémentaires, de continuer les efforts sur la scolarisation des enfants de moins de 3 ans, d'assurer les besoins sur les remplacements et les réseaux d'aides spécialisées (RASED).

L'école, et plus généralement les services publics et leurs salariés que sont les fonctionnaires, ne sont pas un coût mais un investissement pour l'avenir parce qu'ils permettent de construire une société plus juste et plus solidaire.

La Fonction publique, qui n'est pas en France plus importante ni plus coûteuse qu'ailleurs, est surtout garante de l'intérêt général au service de valeurs communes partagées, de progrès social et de davantage de solidarité.

Autant de raisons d'être en grève tous ensemble le 22 mai pour d'autres choix que la dégradation des services publics sur tout le territoire.

L'équipe enseignante